

LE 05-04-04 DISPARAISAIT MOHAMED BEN AHMED DIT COMMANDANT MOUSSA

Après novembre 1954, Mohamed Ben Ahmed participe avec Souiyah et d'autres à l'organisation du réseau «Claude» dans la ville en même temps qu'il amorce la naissance d'un mouvement contre la guerre et pour la négociation avec ceux qui sont dans les maquis. Le mouvement nommé «Fraternité algérienne» est fondé sur un manifeste que signent des personnalités de la ville d'origine algérienne et française, israélites, libéraux, religieux, des humanistes... 200 signatures sont récoltées et publiées dans «Oran républicain». En novembre 1955, ce mouvement prenait exemple sur «Consciences maghrébines» que présidait, à Alger, le professeur André Mandouze. Toute la mosaïque ethnique, religieuse, idéologique et professionnelle est représentée dans le Manifeste oranais: docteur Duran, socialiste; Jacques Cougniot, chirurgien; Roger Ferro, ancien résistant et compagnon de Vercors; Jean Cohen, professeur; Abdelkader Safer, communiste; Souiyah Houari, (MTLD); Kettaf Abdelkader, commerçant (UDMA); Léonce Duchemin, religieux; Mahdad, professeur; Bensmaine, médecin; Jean Chaffin, mécanicien; Maître Thuveny, avocat; Claire et Albert Martinez, instituteurs; Paul Bouaziz, avocat communiste, Tayeb El-Mehadji, chef religieux... Ce dernier est le frère de Zeddour El-Kacem, jeune intellectuel arrêté le 6 novembre 1954 et mort sous la torture, dans les locaux de la DST à Alger quelques jours plus tard.

Le 6 février 1956, c'est Mohamed Ben Ahmed qui est mandaté par le collectif pour présenter le document à Guy Mollet, président du Conseil, alors en visite peu glorieuse à Alger. Cette initiative qui n'avait pas obtenu l'aval de la direction du FLN, sera sévèrement condamnée et la condamnation s'adresse en particulier à M. Ben Ahmed, par Abane Ramdane. Il est à noter que le manifeste conçu et diffusé après l'insurrection du 20 août 1955 dans le Nord Constantinois est d'une lucidité que n'égale que son courage. Il se situe dans le droit fil de la proclamation du 1er Novembre 1954 qui s'adresse, rappelons nous, non seulement aux Algériens mais aussi à la communauté européenne. Il faudra attendre 1956 pour que des positions de ce genre soient avancées par des intellectuels français initiés d'abord par l'Abbé Krain, Robert Barrat, Francis Jeanson... Ce dernier franchit le Rubicon et met en place une organisation de soutien.

L'intention implicite de Mohamed Ben Ahmed et des principaux signataires est de créer un mouvement d'opinion chez la population européenne et juive pour l'arrêt de la guerre et la négociation avec ceux qui se battent. Le FLN n'est pas nommément désigné mais ce sont quelques-unes de ses idées qui sont reprises par les signataires pour assurer un maximum de possibilités à une paix civile entre les communautés. Nous ne sommes qu'à quelques semaines des pouvoirs spéciaux votés à Robert Lacoste et à la généralisation de la guerre, de la répression et de la

# Une figure oranaise, une figure nationale (TROISIEME PARTIE ET FIN)

**Mohamed Ben Ahmed et Souiyah Houari ne sont pas au secret des préparatifs du 1er-Novembre. Les dirigeants oranais de l'OS sont en prison, en exil ou en clandestinité, quelque part en Algérie...**

torture. Le 16 avril 1956, Souiyah Houari et Mohamed Sebaa sont arrêtés. Le réseau «Claude» est démantelé. Mohamed Ben Ahmed quitte la ville est s'engage dans le maquis après un long trajet qui le conduit d'abord à Figuig, au Maroc, où il se met à la disposition d'un jeune officier de l'ALN, adjoint de Boussouf, alors commandant en chef de la zone V. Il s'agit de Lotfi, alors âgé de 22 ans, jeune homme sévère, peu communicatif, et doué d'un sens aigu de la discipline et de l'organisation. Il a fait ses premières armes dans le

Sud oranais où il a coordonné les maquis de quatre secteurs. Il est dévoué à Boussouf qui en fait l'un de ses adjoints. Mohamed Ben Ahmed se propose de revenir à Oran pour réorganiser les réseaux FLN et apprend avec surprise que c'est à Hadj Ben Alla qu'est revenue cette mission. La surprise est d'autant plus grande qu'il imaginait Ben Alla membre de l'Etat Major de la zone II. Lotfi confie à Mohamed Ben Ahmed le poste de commissaire politique de la région de Géryville sous le pseudonyme de «Mourad». La mission est double: harceler les postes militaires et regrouper les maquis isolés et les francs tireurs.

Le commando «Mourad» s'implante solidement sur un vaste territoire avec des hommes qui connaissent parfaitement ce terrain, tels El-Aidouni, Amari, Bouchrit, Moulay Brahim. Ils deviendront tous officiers de l'ALN. Les opérations du commando se multiplient et se prolongent à tel point qu'elles font la une du quotidien Le Monde qui publie entre le 5 et le 13 juin 1957 des numéros successifs sur l'enquête faite par le journaliste Jean François Chauvol. Ce reportage intitulé, «Un mois dans l'ouest et le Sud algérien» souligne l'efficacité et la mobilité du commando vainement poursuivi par les hommes du Colonel Katz et du commandant Devigny qui, à la tête d'une division, appuyée par l'aviation, tentent d'acroccher frontalement et de réduire le bataillon de l'ALN qu'ils estiment formé de 600 hommes. Nous sommes en 1957, «Mourad» est bien



identifié par les services français comme étant Mohamed Ben Ahmed, commerçant à Oran. C'est à ce moment que sa fille Fatima-Zohra est froidement abattue en Ville-Nouvelle.

En 1959, Mourad quitte les maquis après avoir participé à la réorganisation de la Wilaya VI où des maquis isolés ou d'obédience messaliste freinaient ou empêchaient le contrôle du comité de coordination et d'exécution (CCE) de s'exercer sur ce territoire. Il fait jonction avec le commandant Azzedine, dépêché par la wilaya IV pour ramener la wilaya isolée sous le contrôle du FLN. La nomination du colonel Haoues à la tête de cette wilaya règle la question après de tragiques règlements de compte, de subversion et d'assassinats de maquisards ou de chefs dus à des raisons claniques.

trations de traîtres ou à des raisons claniques. En 1959, Mourad, devenu Commandant Moussa, quitte le maquis pour rejoindre les armées de l'ALN aux frontières de Tunisie et du Maroc.

**LE RETOUR DU POLITIQUE**

Entre 1956 et 1959, la guerre de libération nationale entre dans sa phase décisive. Les historiens sont morts ou arrêtés, ou assassinés comme Abane Ramdan. L'ALN est devenu en son Etat Major le lieu central du pouvoir au détriment du GPRA et même du CNRA considéré dans les textes comme l'instance suprême de la Révolution. Le général de Gaulle a ouvert une brèche le 16 septembre 1959 avec son idée «d'Algérie algérienne».

Mais ce qui est important à souligner c'est que l'essentiel de l'ALN, des chefs politiques militaires et civils sont à l'extérieur de l'Algérie. Le Commandant Moussa considère que la stratégie française de verrouillage des frontières marocaine

et tunisienne a permis au FLN de se doter d'une armée moderne dans son équipement et dans son organisation. Cette force armée de plus de trente mille hommes stationnés aux frontières Ouest et Est est un obstacle majeur à toute victoire militaire française. Les implications politiques ultérieures sur la formation de l'Etat national algérien induisent directement la suprématie du militaire sur la politique. L'ALN a restructuré le FLN dans sa propre logique en faisant son instrument et non pas l'inverse. La crise ouverte dès 1956 à l'intérieur du CCE entre Abane Ramdan et Krim Belkacem n'est pas réglée par l'élimination du premier idéologue du FLN mais sera reportée et amplifiée entre l'Etat Major et le GPRA. Cette inversion des tutelles qui aboutit à la coagulation du pouvoir à l'intérieur de l'Etat Major de l'ALN et donc à vider de toute autorité les instances collégiales civiles que sont le GPRA et le CNRA, entraînera des mouvements centrifuges dangereux pour la cohésion de la Révolution. L'affaire des colonels en 1959 et la guerre des wilayas après l'indépendance en sont des conséquences directes.

Le Commandant Moussa est nommé commandant des forces armées à la frontière Est (Tunisie). Les négociations sont annoncées à Evian I. L'Etat Major met en place deux commissions pour préparer le dossier militaire.

Moussa quitte son poste de commandant des frontières tunisiennes au profit de Hassani. Il est membre de la commission militaire désignée pour participer aux négociations. Son nom est retenu avec celui de Hadjeres. Le GPRA désavoue ces nominations et demande à l'Etat Major et à Boumédienne, son chef, de s'engager à son niveau le plus élevé. Ce sont finalement les com-

mandants Kaïd Ahmed et Ali Mendjli, adjoints directs de Boumédienne qui sont désignés avec le colonel Benaouda, chef de la délégation militaire qui sera présente à Evian II, en mars 1962.

C'est sur ce fond de crise qui culmine le 15 juillet 1961 avec la démission de l'Etat Major conduit par Boumédienne que le Commandant Moussa est nommé le 18 octobre par Benkhedda, président du GPRA comme chef d'Etat Major de l'ALN. La décision ne sera jamais appliquée.

Boumédienne n'a jamais donné son avis ou son commentaire sur cette nomination. L'intrusion du Commandant moussa au sommet de la hiérarchie du pouvoir peut étonner parce qu'il n'a pas appartenu au sérail de l'Etat Major de Boumédienne et n'a pas gravité non plus dans les sphères du GPRA. Mohamed Ben Ahmed est porteur d'une conduite politique basée sur des principes de collégialité, de démocratie et de modernité. Il a connu les hommes qui dirigent maintenant le GPRA et c'est leur présence dans le MTL des années 1952-1953 qui suscitent son adhésion. Les hommes sont Mehri, Benkhedda, Kouane Khane, Demaghatrouss, Faroukh Yazid...

Ces quelques éléments biographiques ne font que cerner les grands traits de cette personnalité qui a traversé avec une grande liberté d'esprit 60 ans d'histoire immédiate d'Algérie. Il serait incorrect de conclure, c'est à dire de fermer cette biographie. Il n'y a ici que des indices, souvent généraux et imprécis mais ces indices démontrent la richesse humaine et intellectuelle d'un personnage et en même temps la richesse et la complexité de notre histoire irreductible à une visio univoque et justifiée.